

Nouvelles locales des jeudi 05 et vendredi 06 décembre 2013

@rib News, 06/12/2013 | Politique- L'Assemblée nationale a annoncé ce mercredi soir qu'elle va ouvrir un cadre de dialogue entre les politiciens, les organisations de la société civile et les confessions religieuses pour débattre en ce qui est de l'amendement de certains articles de la constitution initié par le gouvernement burundais. Dans un communiqué publié par le premier vice-président de cette institution, l'Assemblée nationale se dit contre les manifestations organisées par les partis politiques réunis au sein de l'ADC-Ikibiri. Selon elle, non seulement elles ne sont pas une solution au problème, mais également elles sont difficiles à gérer. Elle demande à tous d'utiliser de la sagesse et de privilégier la voie du dialogue. En plus, des invitations ont été données à ces catégories de personnes qui doivent participer à ce dialogue. Selon ces invitations, les politiciens, les organisations de la société civile et les confessions religieuses qui ont des propositions à donner dans ce sens doivent les rédiger et les déposer à l'Assemblée nationale avant le 12 de ce mois alors que le dialogue aura lieu en dates du 19 et 20 de ce même mois. [bonesha/isanganiro/rpa/rtnb/rtr]

- Alors que le FORSC trouve qu'il y a un silence de mort au sommet de l'Etat en ce qui est du dialogue dans le but de réviser la constitution, le vice porte-parole du président de la République estime plutôt que tout le monde est en train de faire son mieux pour débloquer la situation. Willy Nyamitwe estime que si le premier vice-président de la République a parlé, c'est le gouvernement qui est engagé. Il fait aussi savoir que le projet de loi sur la révision de certains articles de la constitution ne pourra pas faire marche arrière. Il précise que les propositions issues d'autres milieux devront être accueillies par l'Assemblée nationale. Il interpelle la conscience de ceux qui ont organisé des manifestations pour lundi prochain afin qu'ils les abandonnent puisque, selon lui, ce n'est pas du tout la meilleure voie.

[rtnb/isanganiro/bonesha/rpa] - Les partis PPDRR, ABASA, RADEBU et PACONA ont sorti conjointement un communiqué ce jeudi où ils affirment être contre le projet de manifestation des membres des partis politiques de l'ADC-Ikibiri ce lundi prochain. Selon le président du parti PPDRR, le dialogue a toujours caractérisé les Burundais et ce n'est pas la révision de la constitution qui doit faire une exception. Aloys Baricako demande à l'institution de l'Ombudsman faire son travail pour faire entendre à tous les acteurs politiques que seul le dialogue aura le dernier mot.

[isanganiro/rtr/rtnb/rpa]- Le FORSC se dit ravi que l'Assemblée nationale va réunir les concernés afin de recueillir des observations et considérations sur la révision de la constitution. Selon le directeur général de ce forum, le président doit alors clairement les articles qu'il désire amender. Mais, Vital Nshimirimana doute bien de la capacité à suivre lors de ces concertations et de la force des recommandations. Il profite de cette occasion pour dénoncer les propos des forces de défense et de sécurité qui semblent méconnaître le droit de manifestation reconnu à chaque citoyen burundais par la constitution. Selon lui, ces forces sont là pour assurer la paix et la tranquillité de la population y compris ceux qui font des manifestations.

[bonesha/rpa] - Selon un expert des formes des corps de défense et de sécurité, les déclarations de la police et de l'armée sur les manifestations violent le principe de neutralité qui devrait guider ces corps. Gérard Birantanga trouve qu'il s'agit d'une fuite en avant qui vise à révéler la position de ces corps contre les manifestants qui se trouvent en train de faire entendre pacifiquement et également leurs revendications. Il trouve que la légalité ou non des manifestations n'est pas une affaire de ces corps, mais de l'administration. [rpa/rtr]-

Le président du FOCODE déplore le fait que les corps de défense et de sécurité ne savent pas dissocier les manifestations de l'insurrection. Selon Pacifique Nininahazwe, la question ne réside pas dans les manifestations, mais dans le fait que la constitution est en train d'être modifiée unilatéralement et en cachette alors qu'elle la propriété de tout le monde. Il trouve que les corps de défense et de sécurité semblent ne pas savoir que les manifestations constituent un droit reconnu par la constitution burundaise et que de ce fait, ils devraient tout faire pour qu'elles se déroulent dans une sécurité totale. Il trouve que si la police et l'armée mettent en exécution leur menace contre les manifestants, ce serait autre chose et ils auraient montré suffisamment leur caractère penchant. Néanmoins, il apprécie positivement le fait que l'Assemblée nationale va entamer des consultations dans le but de collecter des avis sur cette modification. Mais, il demande au président de l'Assemblée nationale de tout faire pour que les débats commencent dans les meilleurs délais et qu'il puisse tranquilliser ceux qui sont pessimistes à ce sujet afin d'éviter des scénarios catastrophiques. Selon lui, les membres de l'ADC-Ikibiri peuvent considérer qu'il s'agit d'une trompeuse et que le président de la République ne se sentira pas lié par le résultat de ces assises. Il demande de la sagesse de la part de tout le monde. [isanganiro/rpa/rtr]-

Le président de l'ADC-Ikibiri affirme que le gouvernement n'a aucunement l'intention de revenir sur ce qu'il a déjà proposé comme amendement dans la constitution malgré le pseudo dialogue qui va avoir lieu. Léonce Ngendakumana trouve que le dialogue qui doit avoir lieu n'aura aucun effet puisque ce n'est pas l'Assemblée nationale dont la mission principale est le vote des amendements en question, mais le gouvernement. Il voit qu'il faut envoyer les considérations à l'Assemblée nationale n'est pas la bonne solution puisque leurs considérations à ce sujet sont déjà arrivées à l'Assemblée nationale.

Il annonce que le rendez-vous de ce lundi reste maintenu. Quant au porte-parole de cette alliance, l'Assemblée nationale n'est pas du tout crédible puisqu'elle a déjà beaucoup le peuple burundais en votant des lois anti-constitutionnelles. Chevineau Murwengezo donne l'exemple de la loi sur les manifestations publiques et la loi sur la presse qui ont été votées alors que la population en général avait manifesté son indignation. Il demande que ce projet de loi soit purement et simplement retiré et que le dialogue soit organisé autrement et qu'il ait un médiateur. [rpa/bonesha/rtr]-

Certains membres des partis politiques réunis au sein de l'ADC-Ikibiri dans la province de Cibitoke font savoir qu'ils sont en train de subir des intimidations au sujet des manifestations organisées par cette alliance lundi de la semaine prochaine. Selon ces personnes, les membres du parti au pouvoir font savoir que celui qui participera à ces manifestations sera considéré comme le premier ennemi du pays et donc sera puni. Ils ajoutent aussi qu'ils sont poursuivis partout où ils vont par des agents du SNR dans cette province qui vont même jusqu'à provoquer des discussions à ce sujet afin d'obtenir quelques renseignements dans les bistrot. [rpa]-

Après l'annonce de la mort de Nelson Mandela, le président burundais a annoncé que le pays ne va pas du tout oublier les services rendus par ce brave aux burundais. Selon le porte parole de Nkurunziza, le rôle de Mandela lors des négociations d'Arusha a été très utile pour l'aboutissement de ces accords.

L'Unionidas Hatungimana précise que Madibo continuera à être l'exemple des Burundais et même des étrangers et que le Burundi continuera à honorer sa mémoire suite à sa contribution dans le concert des Nations surtout en faveur du Burundi. De ce fait, le Burundi va observer une période de trois jours à partir de ce vendredi et le drapeau national sera en berne durant ces trois jours de deuil national en guise d'hommage à cette figure de la liberté. De son côté, l'ambassadeur de l'Afrique du Sud au Burundi a sorti un communiqué où elle demande au peuple burundais de maintenir la paix en guise de la reconnaissance de l'acte de Mandela en faveur des Burundais [rtnb/rtr/rpa/bonesha/isanganiro]- Selon Rwasa Agathon, Nelson Mandela a été un facilitateur qui cherchait uniquement l'intérêt de tout le monde et non de certaines personnes. Il trouve aussi qu'après son élection à la présidence de la Nation Arc-en-ciel, il n'a pas regardé ce qui est en faveur de la liberté des sud-africains pour s'attacher au pouvoir. Il demande aux dirigeants actuels du Burundi de prendre un exemple sur ce vieux disparu afin de gouverner pour tout le monde et de ne pas chercher à gouverner infiniment après avoir modifié les textes fondamentaux. [rpa/rtr]- Selon l'ancien président Domitien Ndayizeye, Mandela était une personne qui savait comment écouter les autres et dialoguer utilement. Il aura constaté qu'il était capable de trouver des solutions aux différents problèmes et cela devrait constituer un exemple pour les dirigeants de notre pays. Il trouve qu'il ne s'agit pas seulement d'une perte pour l'Afrique du Sud, mais pour le monde et en particulier les Burundais qui ont profité de ses offices lors des négociations d'Arusha. [rpa/bonesha/rtr/rtnb]- L'ancien député Jean Baptiste Manwangari estime que Mandela a aidé dans la conclusion des accords d'Arusha au moment où il était difficile pour les burundais de s'entendre. Il trouve qu'il a tranché équitablement surtout en ce qui est des quotas ethniques au sein des corps de défense alors que certains voulaient garder l'influence sur ce corps afin de prévenir la répartition d'un génocide alors que d'autres voulaient prévenir la répartition des coups d'état. [rpa] Juste après le président du parti Sahwanya Frodebu a été arrêté ce jeudi soir par un des conseillers du maire de la ville de Bujumbura Frédéric Bamvuginyumvira allait déposer un des membres de son parti à son domicile et ont été interceptés dans le quartier Mutanga Nord. Ils ont été ensuite conduits vers la mairie de Bujumbura pour subir un interrogatoire et la séance se termine au BCR où il est finalement accusé d'incitation à la débauche. Selon certaines sources, sa libération sera conditionnée au retrait du parti Sahwanya Frodebu des manifestations prévues ce lundi par l'ADC-Ikibiri, manifestations dont Bamvuginyumvira est le principal mobilisateur. [rpa]- Trois personnes dont deux membres du FNL proche d'Agathon Rwasa ont été arrêtées ce jeudi dans la commune de Nyabikere de la commune Karusi dans un bistrot du chef-lieu de la commune et ont été conduites dans le cachot de la même commune. Selon le commissaire de la police dans cette province, elles sont soupçonnées de tenir une réunion en préparation des manifestations que l'ADC-Ikibiri a organisées ce lundi de la semaine prochaine. Il ajoute aussi qu'il y a un autre policier de ce même commissariat qui a été arrêté dans cette logique. Les familles de ces personnes croient plutôt en un montage de la part des membres du CNDD-FDD pour les incarcérer injustement. Elles ajoutent que celui qui prépare un tel événement ne peut pas le faire en public comme dans un bistrot. Elles demandent qu'elles soient relâchées. [rpa] Sécurité - Une moto a été volée et son conducteur blessé la nuit de ce jeudi à vendredi sur la colline Butanuka de la commune Rugazi dans la province de Bubanza. Selon des sources sur place, il était vers 20h alors qu'un motard conduisait deux personnes vers le chef-lieu de cette commune, les passagers se sont transformés en voleurs et l'un d'entre eux a usé de son fusil et ordonné aux autres de s'arrêter. Après s'être exécutés, il a reçu une balle dans la tête, le blessant gravement avant de tomber et les passagers voleurs ont pris la moto. La victime a été évacuée vers l'hôpital de Bubanza où il est en train de se faire soigner. La police demande aux conducteurs de motos de ne plus embarquer des personnes tard dans la nuit. [bonesha/rtnb] Education - Après les propos du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique demandant aux doyens qui ont refusé le recrutement des assistants à l'université du Burundi de rendre leurs tabliers, le doyen de la faculté de droit et celui de la faculté des sciences économiques et administratives ont présenté leurs démissions. En remplacement, il a été nommé Steve De Cliff, un chimiste, au décanat de la faculté d'économie Célestin Karangwa, un physicien à la tête de la faculté de droit. Ces nominations semblent pourtant venir résoudre le problème même si certains observateurs y voient le contraire. [rpa/rtr] Société - Le projet de développement issu de la coopération suisse qui se tenait dans le camp des réfugiés de la commune Ruhororo de la province Ngozi a suspendu ses activités depuis ce jeudi. Dans une correspondance adressée à l'administrateur de cette commune par le directeur de cette coopération, le manque de respect des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et de la sécurité dans ce camp sont à la base de cette suspension des activités. Une copie de cette correspondance a été servie au ministre des relations extérieures et de la coopération ainsi qu'au gouverneur de la province de Ngozi. Toutefois, cette coopération suisse va évaluer la situation au mois de janvier 2014 pour voir la suite à réserver au projet. [rpa/bonesha]